



Déclaration Liminaire au  
CSA du SPIP 31/09  
du 4 avril 2024

Madame la présidente,

Au cours de ce premier trimestre, le gouvernement a effectué une succession d'annonces inquiétantes qui a un impact sur notre administration, sur les agents publics et sur le devenir des politiques publiques.

En effet, l'annonce de 10 Milliards d'économies pour 2024 va rendre plus difficile le fonctionnement des ministères et, cette situation conjuguée à l'inflation et à l'absence d'ouverture de discussion salariale va irrémédiablement impacter le pouvoir d'achat des personnels.

Dans ce droit fil de crispations financières, les informations descendantes des DISP annoncent partout des baisses de budget de 30 à 40 % qui touchent plus particulièrement les budgets dédiés à l'insertion comme les activités culturelles ou les Placements Extérieurs.

Localement,

Nous déplorons l'absence d'ambition, la persistance de locaux inadaptés et insécures, le manque récurrent de moyens matériels et humains, des difficultés rencontrées ou à venir concernant la pérennisation des contrats d'agents et des actions mises en œuvre dans les différents services.

Nous déplorons le manque de personnel dans les services support, ce qui ne permet pas d'apporter réponses, soutien et bienveillance aux différents agents ;

Nous déplorons le management vertical et constatons un certain délitement du dialogue social (rencontre intersyndicale placée sous le signe de la défiance, une note de service sur le télétravail en janvier 2024 non votée en CSA, groupe de travail sur les risques psycho-sociaux sans agent de prévention, proposition de report de 2 mois du 1<sup>er</sup> CSA fixé au 15 mars, convocations tardives, procès-verbaux non transmis aux représentants des personnels...);

Nous craignons un essoufflement des équipes épuisées par l'inexorable mais croissante charge de travail, peu soutenues par ses cadres de proximité en nombre insuffisant, trop peu aidées par manque de personnel à tout niveau, découragées par la remise en cause des projets et actions élaborés depuis des mois, malmenées par sa Direction (personnel convoqué, traitement tardif des situations, ...), méprisées par son administration qui ne leur attribue aucune reconnaissance professionnelle (ex : aucun CPIP en classe exceptionnelle pour 2023), et donc prêtes à tourner la page par une mutation ou une démission.

Nous attendons des réponses claires à nos questions et des annonces sécurisantes pour l'ensemble des personnels du SPIP 31/09 ainsi qu'un dialogue social de qualité.

A Toulouse, le 04/04/2024